

Histoire géo au lycée : une discipline dans la tourmente, un métier fortement déstabilisé, des élèves méprisés...

Au regard des programmes, déjà en oeuvre en seconde, à venir pour la rentrée prochaine en première, et en projet pour les classes de terminale, de grandes inquiétudes se profilent quant à l'avenir de la discipline dans la formation des élèves de lycée.

En seconde, le programme s'est bel et bien alourdi et la démarche proposée n'est pas sans susciter de profondes interrogations quant à sa pertinence didactique. Par exemple, la question obligatoire « de Constantinople à Istanbul » (qui est là, rappelons le, pour justifier que l'on traite bel et bien encore de l'islam dans le programme d'histoire) se rattache en réalité fort mal au restant de la question (l'élargissement du monde, à savoir les grandes découvertes), et oblige à une contorsion d'équilibriste pour justifier ce « détour » auprès des élèves!

Ce qui se dit, souvent sous le régime de l'aveu, c'est qu'on ne bouclera pas le programme... ou bien en survolant en supersonique certains aspects, qui auront juste le mérite d'avoir été « vus », et que l'on opère déjà certaines coupes franches pour ne pas sacrifier la Révolution française ou le début du XIX^{ème} siècle...

Mais les petites transgressions individuelles que s'autorisent les collègues n'ont d'autre ambition que de maintenir un tant soit peu de sens à ce qu'ils enseignent et ne portent guère à conséquence, sauf pour les stagiaires et quelques collègues victimes d'inspecteurs particulièrement pointilleux sur le respect du découpage horaire.

Mais pour le programme de première, les choses s'avèrent beaucoup plus graves : en y regardant de plus près et à la lumière des sujets zéro du bac qui sont parus récemment, on réalise à quel point il est littéralement infaisable !

Il compte, en réunissant histoire et géographie, 48 « études », 23 en histoire, 25 en géographie (soit au moins autant, voire davantage de sujets de bac possibles...), pour une trentaine de semaines de cours effectifs, soit 120 heures (estimation optimiste), cela fait en moyenne environ 2h et demie de cours par étude, méthodologie, évaluations et corrections comprises !

Par exemple, on devra traiter en 3 heures l'étude « la guerre froide, conflit idéologique, conflit de puissances : un lieu (Berlin), une crise (Cuba), un conflit armé (la guerre du Vietnam) » en mettant tout cela en perspective dans leur contexte, dans leur temps, leur espace et leur époque... à savoir dans la question « de la guerre froide à de nouvelles conflictualités ».

Aujourd'hui, les élèves font une composition en fin de terminale sur des sujets ayant donné lieu à au moins huit heures de cours, ils ont une année de formation en plus, et pourtant cela reste pour beaucoup une épreuve difficile. En traitant en grand galop et à coup de « cas significatifs » des questions aussi complexes que les relations internationales entre 1945 et 1990, on risque fort de gaver nos élèves, dans tous les sens du terme...

Face à un tel programme, qui renvoie à une alternative mortifère – je fais tout mais cela n'a aucun sens ; je fais ce que je peux mais ils n'auront pas tout vu pour le bac – il n'est plus possible de bricoler chacun dans notre coin avec les prescriptions. Il faut bel et bien reprendre la main, s'emparer collectivement du problème, proposer une réorganisation un peu sensée de son architecture, faire les choix qui s'imposent et les assumer collectivement en faisant part aux IPR (entre autre) de nos décisions.

À ce titre, des professeurs d'histoire géographie du lycée Diderot de Marseille et des établissements des environs ont pris l'initiative de repenser ce programme tout en ne pénalisant pas les élèves pour le bac, et proposent un texte auquel peuvent se joindre tout prof d'HG en lycée : <http://aggiornamento.hypotheses.org/178>

Nous relayerons toute autre volonté d'équipes disciplinaires de faire de même.

Quant au programme de terminale, actuellement en consultation, peu de réactions parviennent pour l'instant. Serait-ce l'écho d'une adhésion massive des collègues ? Ou plutôt le résultat d'une profonde (et préoccupante) désillusion des collègues envers un processus de consultation dont ils n'attendent plus grand chose, au moment où chacun est dans l'urgence du bouclage du nouveau

programme de seconde et/ou l'anticipation effarée de celui de première ? En tout cas, même s'il présente des nouveautés intéressantes, il est lui aussi très ambitieux et très lourd, sans échapper à cette tendance de l'éclatement des « questions » sans cohérence entre elles à l'intérieur des « thèmes ». Il faut mobiliser la profession et obtenir, avant son passage devant le Conseil supérieur de l'éducation, qu'il soit revu en partie et allégé pour permettre de faire réfléchir les élèves et de les mettre au travail, pour réellement les préparer au supérieur.

Alice Cardoso, alice.cardoso@snes.edu